

## **Le Bas Nord-Ouest haïtien : confrontation de différents imaginaires de l'autonomie et des capacités dans une zone d'expérimentation du politique**

**Flore Dazet – communication pour le colloque « Localiser l'épreuve démocratique », panel « Imaginaires de l'émancipation dans les expérimentations autonomes »**

### ***Introduction***

Les habitants du département du bas Nord-Ouest d'Haïti relatent sans cesse les difficultés auxquelles ils font face, notamment la cherté de la vie et la réduction continue de leur pouvoir d'achat, l'enclavement de la région et le manque d'accès aux services de base. Mais, dans ce département dont la population est en majorité paysanne, c'est la baisse continue des productions agricoles, liée à une sécheresse de plus en plus marquée, qui est au cœur de toutes les préoccupations. Pour beaucoup, résoudre ces difficultés nécessiterait un « encadrement<sup>1</sup> » de l'Etat, qu'il donne les moyens de produire et investisse dans des infrastructures. Or, les habitants du bas Nord-Ouest décrivent leur région comme la « dernière pointe » du pays, le « Far West », la zone la plus méprisée et maltraitée par celui-ci. Au cours d'une enquête ethnographique de trois mois, c'est ainsi un discours de « lutte », de « bataille » qui est ressorti, bataille pour produire, pour accéder aux services de base, bataille pour vivre : la population se décrit comme livrée à elle-même et c'est donc toute une organisation locale qui se met en place pour faire face.

Cette contribution décrit donc non pas une expérimentation particulière mais une prolifération d'expérimentations, une multitude de pratiques, d'initiatives, de formes de solidarité qui se déploient et les différentes logiques à l'œuvre. Il s'agit ici de comprendre comment, à travers cette prolifération d'initiatives et d'actions, des collectifs - des *publics* (Dewey, 2010) - peuvent se créer ou non, avec quel degré d'intention et conscience politiques ; comment ils parviennent ou non à se créer des prises sur les situations auxquelles ils font face ; autrement dit, comment, au gré de leurs expériences pratiques, parfois erratiques et tâtonnantes, se construisent - ou non - des capacités politiques. Il ne s'agit donc pas tant d'étudier une recherche d'émancipation vis-à-vis d'un pouvoir institué que la volonté de créer des capacités locales pour pallier les manques de ce dernier.

Cependant, si le bas Nord-Ouest est bien le lieu d'une multitude d'expérimentations, comment les qualifier, les interpréter ? En particulier quel rapport entretiennent-elles au politique ? Cette contribution met en avant une « politique du quotidien » (Zask, 2016, p.215), à travers laquelle le rôle des citoyens n'est pas tant de surveiller et critiquer le pouvoir politique, que d'entreprendre et d'agir, de faire des expériences et prendre des initiatives (de « gouverner leurs affaires » - *id.*, p.9). Une telle approche ne relève en aucun cas de formes d'ingénierie sociale ou de *behaviourisme*, telles que portées par certains acteurs (ONG notamment). Différents imaginaires de l'émancipation et des capacités, différentes interprétations du politique, entrent alors ici en tension. Si c'est bien la création de capacités locales qui est visée, la rencontre de ces logiques plurielles peut néanmoins parfois conduire, à l'inverse, à un déni de capacités, à une invisibilisation ou blocage de ces expérimentations, conduisant alors non pas à l'autonomie des acteurs mais à une anomie.

### ***S'organiser pour faire face à une situation problématique : initiatives tous azimuts ou enquêtes ?***

Dans le département du bas Nord-Ouest d'Haïti, les discussions des habitants sont rythmées par l'évocation des difficultés auxquelles ils font face, notamment la cherté de la vie et la réduction continue

---

<sup>1</sup> L'ensemble des citations, sauf mention d'une référence bibliographique spécifique, sont issues d'entretiens et discussions menés au cours de cette enquête. Les traductions du créole haïtien au français sont de l'auteure.

de leur pouvoir d'achat (« la vie chère »), l'enclavement de la région et le manque d'accès aux services de base (santé, eau potable, éducation). Mais, dans ce département dont la population est en grande majorité composée de paysans, c'est la baisse continue des productions agricoles, due à une sécheresse de plus en plus dure et à un manque de maîtrise de l'eau, qui est au cœur de toutes les discussions et à l'origine de toutes les préoccupations. Les habitants décrivent ainsi leur région comme une zone agricole qui « a aujourd'hui tout perdu », comme un « pays fini » ; ils sont devenus de simples « consommateurs », incapables de produire encore. Leurs propos sont marqués par une forte incertitude et l'absence de perspectives : « la vie se dessine au jour le jour, elle dépend de la pluie, une chance incertaine que l'on prend si elle vient ». La récolte précédente n'a rien donné et c'est le même scénario qui semble se profiler pour la saison à venir, les amenant à qualifier la situation de « catastrophe naturelle » et se décrivant comme « bientôt morts si rien n'est fait rapidement ». La faim, corolaire à cette incapacité de produire, est constamment évoquée : elle « écrase » les populations et entrave la vie elle-même (« en Haïti, il n'y a pas à manger, il n'y a pas de vie » ; « tout le monde meurt »).

S'ils peuvent sembler au premier abord démunis face à cette situation (« nous ne voyons pas comment envisager la suite », « il n'y a rien que nous puissions faire pour aller mieux », « nous cherchons par tous les moyens, mais il n'y a pas de solutions »), c'est davantage un discours de potentialités non exploitées qui ressort que celui du désespoir et du découragement : le département a « tout pour vivre », « il pourrait produire pour tous ses habitants mais aussi pour le reste du pays et l'exportation » ; il pourrait être - et a été - le « grenier du pays ». Si les ressources étaient mieux gérées et mises en valeur, et plus particulièrement si l'eau était mieux maîtrisée, si des infrastructures d'irrigation étaient mises en place, ses habitants pourraient « être riches ». Chaque discussion évoque ainsi le fait qu'*avant* le département produisait beaucoup, et de tout, et que cela pourrait être le cas encore aujourd'hui : « si nous construisions un barrage sur les Trois Rivières<sup>2</sup>... nous serions comme des princes. C'est juste le riz qu'on ne peut pas produire ici, sinon on peut produire de tout. Nous sommes riches ».

Face à l'envergure des problèmes et des réponses qu'ils appellent, la population se décrit comme ne pouvant rien faire : « nous pouvons penser mais nous ne pouvons pas agir ». Pour beaucoup, résoudre ces difficultés nécessiterait un « encadrement<sup>3</sup> » de l'Etat, qu'il donne les moyens de produire et investisse dans des infrastructures. Or, les habitants du bas Nord-Ouest décrivent leur région comme la « dernière pointe » du pays, le « Far West<sup>4</sup> », la zone la plus méprisée et maltraitée par l'Etat central, négligée par celui-ci (« nous n'avons pas *Leta*<sup>5</sup> »). *Leta* est ainsi constamment mentionné comme absent, ne prenant pas ses responsabilités, inutile ou encore démissionnaire. Les autorités locales<sup>6</sup> sont décrites comme n'ayant aucun moyen d'action – « elles n'ont rien en main, elles ne peuvent rien faire ». Leur mention suscite bien souvent une forte ironie de leurs supposés administrés mais aussi une forte auto-dérision de leur propre part<sup>7</sup>. L'évocation de leur rôle ou capacité d'action tendait ainsi à provoquer des rires sarcastiques, les gens levant les yeux au ciel ou faisant des gestes de la main en montrant le sol : « nous ne les voyons pas, ils ne nous connaissent pas, ils ne sont jamais venus s'asseoir et rencontrer la population ». La population s'adresse à elles, fait des demandes auprès d'elles, mais n'obtient pas de

---

<sup>2</sup> La possibilité de construire un barrage sur le fleuve Trois Rivières, qui débouche au niveau de Port-de-Paix, chef-lieu du département, et perçu comme pouvant irriguer une grande partie des terres, fait régulièrement figure d'image d'Épinal.

<sup>3</sup> Je reviens sur ce terme d'encadrement, très utilisé, plus bas.

<sup>4</sup> Le département du Bas Nord-Ouest d'Haïti est en effet le plus éloigné de la capitale du pays Port-au-Prince.

<sup>5</sup> En créole haïtien le terme *Leta* englobe l'ensemble des représentants, administrations et services du pouvoir institué.

<sup>6</sup> Notamment les collectivités territoriales (mairies, conseil d'administration des sections communales, assemblées des sections communales) ou services déconcentrés de l'Etat (en particulier le bureau agricole communal).

<sup>7</sup> Les autorités locales elles-mêmes reconnaissent leur incapacité d'action, soulignant que si elles peuvent agir, c'est uniquement à travers les associations dont elles peuvent faire partie et non à travers les prérogatives liées à leur fonction.

réponse (« on passe notre temps à demander, mais ils ne font rien », « ils ne répondent pas, ils restent les bras croisés »). Les habitants du Bas Nord-Ouest se décrivent comme « laissés pour compte, livrés à eux-mêmes » : « ils doivent se retirer de la tête l'idée que *Leta* peut faire quoi que ce soit pour eux » ; « c'est eux-mêmes qui s'organisent. Il ne faut pas attendre *Leta*. C'est nous-mêmes qui pouvons nous débrouiller et sortir la tête de l'eau ».

Cependant, les habitants du bas Nord-Ouest estiment qu'individuellement ils n'ont que peu de force et il leur apparaît donc nécessaire de se rassembler (« pour faire une demande il faut être groupés, être plus larges, sinon on ne nous entend pas »). Le département est ainsi marqué par la présence de très nombreuses organisations de base ou associations<sup>8</sup> ; on en trouve dans toutes les localités et il n'est pas rare que l'ensemble des habitants d'une localité soit membre d'une association : « s'associer donne plus de force, sans association les gens sont livrés à eux-mêmes et attendent de mourir ». Ces associations sont souvent présentées comme des intermédiaires à travers lesquels la population passe pour chercher et apporter des solutions aux problèmes qu'elle rencontre. Elles apparaissent comme des *guichets* permettant d'organiser la vie localement, de prendre en charge les problèmes de la vie quotidienne ; comme la *charpente* de la vie locale : « si tu n'as pas d'association, c'est comme si tu construisais une maison sans ingénieur ».

A travers elles, leurs membres se réunissent, discutent des difficultés rencontrées, tentent de qualifier les problèmes et d'identifier des réponses possibles, parfois interpellent d'autres acteurs et essaient de les concerner (autorités locales – voir note 6 – ou ONG notamment). Les membres de ces associations « s'assoient » pour « voir » et « connaître » les problèmes : ils constatent des difficultés, des manques, dressent la liste de ce qui ne va pas, ce qui ne marche pas (« nous n'avons rien, il n'y a pas d'hôpital, pas d'écoles, pas de routes ; il n'y a rien pour produire ») : ils établissent des « doléances » qu'il s'agit ensuite d'aller « porter » auprès d'acteurs jugés plus capables<sup>9</sup> (en écrivant par exemple une lettre aux autorités locales ou ONG, ou encore en exprimant ses doléances sur une radio locale).

Ces organisations de base ou associations s'organisent généralement de façon très locale et répondent à des besoins circonscrits : réparer un tronçon de piste agricole, dégager une route après une tempête, obtenir des semences, aménager une ravine et en protéger les sols, etc. Ce qui fait intérêt commun est ainsi souvent défini par une proximité géographique (habiter une même ravine ou une même habitation<sup>10</sup> par exemple) : « chaque zone a ses propres problèmes », « le problème des uns n'est pas celui des autres ». Si la solidarité apparaît forte au niveau local, il semble qu'il soit plus difficile de la construire au-delà ; il faut s'associer pour être plus fort mais entre proches : « c'est dans le gras du cochon qu'on cuit le cochon ». Des initiatives pour regrouper, relier, certaines associations, notamment via la création de fédérations, existent bien. Néanmoins, elles tendent à rassembler ces doléances à plus grande échelle, afin d'avoir plus de poids pour les faire valoir, plus qu'elles ne contribuent à une redéfinition des problèmes.

Par ailleurs, si les membres de ces associations insistent sur l'importance de l'action, de l'effort (« les groupes sont toujours en action, ils n'arrêtent jamais de travailler » ; « nous devons toujours aller de l'avant, ne pas rester les bras croisés » ; « il ne faut pas parler pour parler mais agir »), ces initiatives locales butent néanmoins sur leurs capacités concrètes à apporter des solutions et leur manque de

---

<sup>8</sup> Les deux termes ne sont pas parfaitement équivalents mais ils sont généralement utilisés sans distinction dans les discussions des habitants.

<sup>9</sup> Les expressions « ramase doleans » (récolter les doléances), « pote doleans » (porter ses doléances), sont très souvent employées par les membres de ces organisations pour décrire leur rôle et leur action.

<sup>10</sup> L'habitation, qui désigne initialement l'exploitation agricole de l'époque coloniale, représente le premier échelon du découpage territorial.

moyens<sup>11</sup> : « nous-mêmes nous ne pouvons rien créer, nous n'avons pas de moyens, on fait du sur place. Les associations sont livrées à elles-mêmes, elles ont besoin d'encadrement ». Leurs actions sont donc souvent limitées, consistant à organiser des activités communes (journées communautaires, *konbits*<sup>12</sup>, acheter une chèvre en commun pour démarrer un petit élevage, parfois mettre en place un système de petite épargne et crédit local – généralement entre 30 personnes du voisinage) ou, le plus souvent, à faire des demandes auprès d'autres acteurs.

Si le département du bas Nord-Ouest haïtien est caractérisé par une prolifération d'initiatives locales, de formes de solidarités, comment qualifier, interpréter, ces dernières ? Se cantonnent-elles à des espaces de gestion de problèmes matériels, micro-locaux, relevant d'intérêts privés ou communautaires ou bien peut-on y voir une dimension davantage collective et organisée, visant le changement institutionnel et politique ? D'un côté elles semblent s'apparenter à des enquêtes, à des expérimentations au sens pragmatiste (Dewey, 2010) : les individus relient à quelque chose qui les trouble, les affecte (et qu'ils ressentent comme une « limitation à leur pouvoir d'agir » - Zask, 2016, p.54) une action organisée ; « ils cherchent à restaurer le contrôle social de la satisfaction des besoins [...] que les gouvernements [...] n'assurent plus » - *id.*, p.190). A travers ces initiatives, les habitants cherchent à développer des prises sur leurs situations, à réactiver un pouvoir-agir en vue de transformer des conditions d'existence jugées problématiques.

Cependant, si le *trouble* est largement ressenti, les habitants semblent éprouver des difficultés à y associer une action précise : la nature et l'ampleur du problème (absence de pluie, terre désolée et sans vie) semble telle que les moyens pour y répondre sont au-delà de leur portée (« ils savent que le problème c'est l'eau, mais la solution n'est pas à leur portée »). Les habitants ont davantage tendance à établir des doléances pour les faire valoir plutôt qu'à investiguer à proprement parler (notamment sur les causes des problèmes), ils éprouvent des difficultés à constituer un *public* au-delà du micro-local et sont confrontés à un manque de capacités matérielles et de résultats concrets. Il ne s'agit pour autant pour eux ni d'« éprouver passivement » (subir le trouble sans réaction), ni de « s'agiter compulsivement » (*ibid.*, p.54) mais bien d'agir, d'entreprendre, de « faire ensemble » pour répondre à cette situation.

Ces initiatives semblent alors en réalité correspondre à des « mobilisations à bas bruits »<sup>13</sup> : si elles ne sont pas expressément politiques (voire s'en démarquent parfois clairement), elles ont bien pour objectif de répondre aux problèmes locaux en l'absence du politique, de créer des capacités locales pour pallier le manque d'Etat<sup>14</sup>.

Cette réflexion amène à s'interroger d'une part sur le prolongement entre la dimension matérielle des problèmes (amélioration des conditions d'existence) et leur dimension davantage politique et, d'autre part, sur les capacités concrètes de ces mobilisations ou initiatives à transformer les situations. Ceci sera l'objet des deux sections qui suivent.

---

<sup>11</sup> Bien qu'ils expriment un manque de capacités propres à répondre aux défis auxquels ils font face, les habitants restent néanmoins convaincus qu'il est possible de les surmonter (cf. le discours de potentialités inexploitées et non de désespoir mentionné plus haut). Cette conviction encourage l'action.

<sup>12</sup> Pratique très répandue, le *konbit* désigne un groupe de personnes travaillant ensemble dans un but commun (travaux agricoles, aménagement de routes ou de canaux par exemple).

<sup>13</sup> Je fais ici référence à l'expression utilisée comme titre d'un colloque prévu à Dakar en décembre 2019 : *Mobilisations « à bas bruits » : De nouvelles promesses de changement ?* L'argumentaire du colloque les définit comme des « pratiques diverses, [se rapportant aux mœurs et aux modes de vie], porteuses de dimensions égalitaires et émancipatrices (ou au contraire conservatrices) dont la portée politique n'est ni un préalable, ni une conséquence inéluctable ».

<sup>14</sup> Ces initiatives entretiennent une vision et un rapport à l'Etat et au politique institué très variables (faciliter son action, pallier ses carences, administrer ses services ou parfois également l'interpeller, faire pression sur lui et le faire changer). Néanmoins, il s'agit à chaque fois de combler – ne serait-ce que partiellement – ses lacunes.

### ***Prolongement des dimensions matérielle et politique : le cas des « mouvements »***

La dimension politique est en revanche au cœur de la pensée de Ti Peyizan<sup>15</sup> (TP), mouvement paysan fondé en 1974 dans le département par des prêtres étrangers inspirés de la théologie de la libération, dans le but « d'organiser les pauvres, de les aider à se gérer en tant que peuple ». Pour TP, il ne s'agit pas uniquement d'améliorer les conditions de vie des habitants mais de « changer la société », « changer le système pour changer l'Etat ». TP dresse ainsi le même tableau de la situation dans le Bas Nord-Ouest que les populations ou associations mais cherche à agir sur la dimension politique et structurelle de la situation à travers l'organisation des paysans, leur « conscientisation » et la revendication. A travers des formations, des réunions et assemblées, il s'agit de faire discuter les paysans, de les faire réfléchir et de les aider à comprendre les causes de leurs problèmes : « les paysans voient bien les problèmes, ils en sont conscients mais ils ne comprennent pas bien... j'ai faim mais pourquoi. Qu'est-ce qui fait que je n'ai pas à manger, que je ne peux pas cultiver ». Selon eux, les paysans et organisations de base « n'ont pas de vision des changements nécessaires ; leur objectif c'est le développement, ils se réunissent pour discuter des questions d'argent, des problèmes sociaux, et non pour réfléchir à la situation et changer la société ». Les initiatives des paysans doivent selon eux s'inscrire dans une démarche militante : « ils s'organisent de façon solidaire, contribuent ensemble, mais il n'y a pas de militance ; ils doivent se regrouper pour la militance et non pour faire des activités. D'abord la militance, leurs intérêts après ». D'où la nécessité de faire un travail de « formation idéologique ».

Cependant, les membres de TP notent régulièrement la difficulté que le mouvement rencontre pour mobiliser ses membres (ou en intéresser de nouveaux), pour maintenir les groupes au niveau local et assurer la présence des paysans aux réunions. Ils soulignent les difficultés rencontrées par rapport au début du mouvement : difficulté à apporter des réponses concrètes aux problèmes des paysans, à les soutenir, à les accompagner face à la réduction de leurs productions et à un manque d'eau de plus en plus marqué. TP ne parvient plus que difficilement à offrir aux paysans des perspectives d'opportunités, une capacité à se projeter, à développer leur horizon d'attentes ; le mouvement peine à apparaître comme la promesse d'un avenir meilleur (« ils n'existent pas ; s'ils existaient vraiment, il y aurait des résultats concrets... et on ne voit rien » ; « ils ne peuvent pas nous aider, ils n'ont rien en main »).

Si TP souhaite mettre la dimension militante et idéologique au premier plan, il semble que pour les paysans la dimension matérielle prime : les conséquences concrètes et matérielles des difficultés qu'ils vivent au quotidien viennent en premier. Au cours des réunions, ils insistent ainsi sur l'importance de mener des activités concrètes (cultiver des parcelles communes, organiser des *konbits* et des mutuelles de solidarité, s'organiser pour trouver des semences, des outils, des bêtes pour l'élevage, etc.) afin de soutenir les paysans.

En insistant sur la dimension politique de la situation, des problèmes, TP en vient à en déprécier la dimension matérielle, établissant ainsi une discontinuité entre les deux et risquant, par-là, de perdre prises sur la situation.

Cette articulation entre conditions matérielles d'existence et politique est au cœur de l'approche de Korenou, un autre mouvement dont j'ai pu observer les débuts au cours de mon enquête. Tout comme Ti Peyizan, Korenou se positionne dans une perspective politique. Il reproche aux autres organisations (et notamment à TP) leur manque de résultats concrets et visibles : « cela fait des années qu'ils sont là et n'ont apporté aucun changement, aucun résultat visible » ; il faut donc proposer autre chose, « créer un nouveau concept pour attaquer le problème ». Korenou se présente ainsi comme un mouvement à la

---

<sup>15</sup> Le nom des deux mouvements a été modifié.

fois économique, social et politique ayant développé une « méthode » (il faut « planifier pour sortir de la misère, suivre une route bien tracée ») pour « changer les individus, la société et l'Etat ».

Pour Korenou la cause des problèmes est « toujours le manque d'argent » et sa proposition de changement consiste alors tout d'abord à renforcer les capacités économiques des individus à travers la constitution de groupes d'épargne et de crédit locaux, dont les fonds seraient abondés par une banque communautaire<sup>16</sup>. Mais elle comprend également une importante dimension comportementale (*behaviouriste*). Il n'y aurait, selon eux, pas d'initiatives et solidarités locales : « il n'y a pas de leader, personne qui s'intéresse aux autres [...], pas de solidarité » ; « le problème c'est qu'il n'y a pas de société, les gens ne connaissent pas leurs devoirs ». Il faut alors organiser des formations : apprendre aux gens à « vivre en communauté », les former au « leadership communautaire » et au « civisme ». Il s'agit, à travers ces formations, de mener une « campagne d'éducation civique, une campagne de socialisation, pour obtenir une société réelle » - et non de « définir le modèle de société que l'on veut » comme le prône TP. A travers sa « méthode », Korenou a pour objectif de construire un autre rapport au politique, une « autre façon de faire pression sur l'Etat » et de le changer : premièrement en développant le pouvoir d'achat des individus et en les rendant ainsi moins « achatables » lors des élections<sup>17</sup> ; deuxièmement en changeant les individus et en « créant une élite politique et intellectuelle » ; et enfin, troisièmement, en stimulant les initiatives privées ce qui doit ensuite pousser l'Etat lui-même à s'investir davantage : « il faut développer une autre façon de revendiquer auprès de l'Etat. Pas par la lutte, la violence. Il faut faire un effort et l'Etat augmentera ».

En rupture avec les initiatives de la population, initiées à travers les associations ou organisations de base, qui représentent des mobilisations « à bas bruits » non expressément politiques, Ti Peyizan et Korenou cherchent à allier à des actions concrètes d'amélioration des conditions d'existence une dimension politique (interpeller *Leta*, l'amener à prendre ses responsabilités et expérimenter des moyens de faire pression), à combiner des micro-projets (développer une activité génératrice de revenus, réaménager un tronçon de piste agricole) et des macro-projets de reconfiguration de la société et de l'Etat (Narotzky et Besnier, 2014). Ils cherchent ainsi à dépasser le simple espace commun de gestion des problèmes locaux pour constituer de véritables « modes d'interpellation des politiques publiques », des « espaces publics de proximité » (Guérin, 2003). Néanmoins, dans le cas de TP, cette articulation tend à se faire au détriment de la dimension matérielle des problèmes, l'éloignant parfois aux yeux des paysans de leurs difficultés concrètes et apparaissant alors comme n'ayant plus prise sur ces dernières. Dans le cas de Korenou, cette articulation repose sur une approche *behaviouriste* qui vise à créer des réflexes, des automatismes, à changer les comportements et mentalités et non à investiguer les problèmes et leurs causes, à identifier des réponses possibles à travers des jugements, évaluations et expériences par les personnes concernées. Une telle approche apparaît alors davantage dépolitisante.

---

<sup>16</sup> La méthode de Korenou repose essentiellement sur la capacité à initier ces groupes de crédit et à en abonder les fonds. Or, de tels groupes sont déjà très présents dans le département (ce qui semble méconnu ou nié par Korenou, rejoignant l'idée d'un déni de solidarité et d'initiative). La seule différence entre Korenou et ces groupes déjà existants est l'apport de fonds extérieurs (et c'est bien cette promesse d'une possible banque communautaire qui suscite l'adhésion) mais qui est aujourd'hui encore inexistant. Tout porte à croire que si Korenou ne parvient pas à amener de tels fonds, le mouvement se confrontera aux mêmes difficultés que les organisations de base ou Ti Peyizan.

<sup>17</sup> Rejoignant ici une critique très fréquente de la dimension clientéliste du vote.

### ***Interprétations divergentes des capacités et de l'autonomie : déni des initiatives et solidarités locales et invisibilisation des capacités politiques***

La description des initiatives locales par les personnels des ONG<sup>18</sup> – locales ou internationales – contraste fortement avec ce qui précède. Si les organisations de base décrivent un foisonnement d'initiatives locales, mettant l'accent sur l'importance de faire, d'agir, d'être toujours en action, de faire des efforts, c'est à travers les ONG un discours centré sur l'attentisme et l'assistanat qui ressort, marquant davantage une incapacité des populations. Celles-ci sont décrites comme étant assistées, « attendant toujours à ce qu'on [leur] donne », « réticentes à l'effort » : il faut alors « créer cette idée de travail dans la population », « lui apprendre à ne pas attendre, à faire bouger les choses ». Les organisations de base sont, elles, critiquées pour leur manque d'efficacité et de professionnalisme. Sans objectifs clairs ni expertise, elles n'auraient ni les compétences ni les capacités de résoudre les problèmes : « concrètement, elles ne font absolument rien, c'est un cauchemar ». Leurs capacités d'interpellation et de revendication sont tout autant dévalorisées (elles ne solliciteraient pas les autorités, ne feraient pas ou peu de demandes) : « les personnes s'associent entre elles pour faire un pot commun, mais pas pour revendiquer »<sup>19</sup>. Jugées inefficaces, ces organisations ne sont en réalité pas perçues comme des acteurs locaux à proprement parler, lorsqu'elles, ou les initiatives dont elles sont porteuses, ne sont tout simplement pas niées ou méconnues (« en majorité je ne vois pas ces initiatives, les populations n'ont pas de capacités d'initiatives »).

Ne reconnaissant pas ces initiatives et capacités locales, les ONG cherchent alors à organiser les acteurs locaux (aussi bien les autorités locales, que les organisations de la société civile et les individus eux-mêmes), à les structurer afin de les rendre plus *efficaces* et plus *responsables* : il faut leur apprendre à « bien poser les problèmes », à bien agir (écrire des projets et bien les exécuter) et « à bien se mobiliser » et revendiquer (« leur « apprendre à être le garant de ce qui se passe sur le territoire », à « être réactifs, à se lever quand ça ne va pas et demander des comptes »... mais « pas n'importe comment »). Les ONG entreprennent pour cela de les former sur leurs rôles et responsabilités (« afin qu'ils les connaissent et qu'ils les prennent en main »), de les appuyer dans la mise en place d'outils de planification (plans communaux de développement, plans d'aménagement, plans d'action communautaires) ou l'organisation d'espaces de concertation (« créer une habitude pour travailler ensemble », « les pousser à poser les problèmes »).

Cette responsabilisation concerne également les individus eux-mêmes : il faut les « convaincre que la vraie solution c'est la responsabilité citoyenne, [...] insuffler cette dynamique », « leur faire comprendre qu'ils sont acteurs, [...] les aider à se responsabiliser par rapport aux problèmes de leurs communautés » : « la population oublie qu'elle peut agir. Il faut créer ce réflexe : l'Etat n'est pas présent mais toi-même qu'est-ce que tu peux faire ? ». Des formations sur les « responsabilités sociales et l'engagement communautaire » doivent contribuer à « produire de nouveaux citoyens ». A travers cette responsabilisation les individus doivent apprendre « comment faire entendre leur voix ». La responsabilisation citoyenne est perçue comme un moyen de faire pression sur l'Etat : créer une « autre

---

<sup>18</sup> Mon propos est bien sûr ici très simplificateur. Les ONG n'ont pas toutes les mêmes approches, ni les mêmes logiques. Mais, néanmoins, ce qui suit est dans l'ensemble très, voire totalement, partagé. Par ailleurs, d'autres acteurs peuvent mettre en avant des logiques parfois similaires à celles portées par les ONG (cf. la description de l'approche behavioriste de Korenou). Celles-ci sont néanmoins souvent véhiculées par des personnes ayant évolué dans le sillon de ces ONG.

<sup>19</sup> De nombreuses manifestations (souvent qualifiées d'émeutes) contre la vie chère et la faim ont eu lieu au cours de cette enquête, principalement dans les grandes villes (Port-au-Prince en particulier). Celles-ci ne sont néanmoins pas perçues comme une forme légitime de revendication, même si de nombreux interlocuteurs en viennent à souligner que c'est « malheureusement » souvent la seule façon pour la population de se faire entendre.

forme de manifestation de la volonté citoyenne »<sup>20</sup> et l'Etat verra « qu'il y a des gens qui sont conscients de leurs droits ».

En lien avec cette perception d'une incapacité des acteurs locaux (populations, associations, acteurs de la société civile, autorités locales) et du besoin corolaire de les responsabiliser, les ONG cherchent de plus en plus à inscrire leurs actions dans une dynamique de renforcement et d'autonomisation de ces derniers<sup>21</sup>, plutôt qu'à les appuyer, ou à se substituer à ceux-ci. Cette approche conduit néanmoins en pratique à un glissement<sup>22</sup> : ne pas *faire à la place de* induit, a contrario, de *faire faire*. Les ONG cherchent alors à minimiser leur contribution : pour leur personnel, agir directement - entreprendre eux-mêmes les actions - permettrait plus d'efficacité mais conduirait à un « attentisme » de la part des populations. Il lui semble donc nécessaire de les impliquer, les faire contribuer, les « responsabiliser » dans la gestion de leur vie. Dans une telle perspective, donner et appuyer sont associés à une logique « d'assistanat » alors que *faire faire* ou *faire payer* serait gage de responsabilisation et d'autonomisation. De même, faire valoir des doléances et chercher à interpeller d'autres acteurs (Etat ou ONG) est qualifié d'attentisme et il ne reste plus, in fine, aux individus qu'à agir par eux-mêmes. A travers ce glissement, et l'opposition constante entre *faire* et *faire faire* à laquelle il conduit, c'est la possibilité de *faire avec* qui disparaît.

C'est donc ici une conception de l'autonomie comme capacité à « s'en sortir par soi-même », sans appui extérieur (en lien avec un imaginaire d'auto-gestion, d'auto-financement, et d'auto-suffisance des acteurs) et non comme « dialogique et solidaire » (Zask, 2016, p.39), reposant sur des interactions permanentes entre les individus et leur milieu<sup>23</sup>, qui est mise en avant.

Or, du côté des organisations de base et populations, si elles décrivent bien un foisonnement d'initiatives, elles insistent également sur leur manque de capacités, leur manque de moyens. En l'absence de moyens, elles se voient limitées dans leurs capacités d'action et sont donc contraintes de rechercher l'appui, l'« encadrement », de partenaires extérieurs (structures de l'Etat - le bureau agricole communal étant le plus fréquemment mentionné - ou ONG en particulier<sup>24</sup>) : « nous-mêmes, nous ne pouvons rien faire ; nous avons besoin d'encadrement » ; « avec plus d'encadrement nous pourrions travailler plus, cultiver plus ». Pour ces organisations, un appui ou encadrement contribuerait donc à renforcer leurs capacités : leur « donner plus » leur permettrait de « faire plus », contrastant ainsi avec la perception des ONG décrite ci-dessus.

Le terme d'*encadrement*, constamment employé par les paysans ou organisations de base, mérite de s'y arrêter quelques instants. Ceux-ci le définissent comme un appui, ce qui soutient, qui donne de la force. L'encadrement est donc ici, dans un contexte par ailleurs marqué par une précarité structurelle, une incertitude radicale, une instabilité et des crises récurrentes (Narotzky et Besnier, 2014), ce qui permet de redonner une certaine stabilité, une capacité à se projeter, ce qui redéfinit un champ d'opportunités et un horizon d'attentes (*id.*), et donc in fine une capacité d'action. Ceci entre alors en contradiction avec la perspective des ONG qui tendent à penser cet encadrement comme un don court-termiste, entraînant attentisme et assistanat, et donc réduisant les capacités des acteurs concernés. L'encadrement est perçu par les populations, les paysans, comme un levier d'action, un tremplin d'une capacité à agir

---

<sup>20</sup> Notamment en opposition aux manifestations en cours au moment de l'enquête, cf. note précédente.

<sup>21</sup> Cf. le concept de « localisation » mis sur l'agenda depuis le sommet humanitaire mondial d'Istanbul en 2016

<sup>22</sup> Je fais ici référence à un autre article à paraître (Dazet, 2019)

<sup>23</sup> Les ONG cherchant elles-mêmes à s'extraire du milieu dans lequel elles interviennent, à ne pas apparaître comme une ressource ou un appui possible.

<sup>24</sup> En raison de la faiblesse, voire de l'absence de l'Etat, les ONG leur apparaissent souvent comme « la seule porte » : « ce sont les ONG qui peuvent faire un petit quelque chose, qui peuvent résoudre quelques petits problèmes ».

(*empowerment*) et non comme créant une forme d'assistanat (qui serait contraire à l'*empowerment*). L'expression « au lieu de donner un poisson, plutôt apprendre à pêcher », très fréquemment mentionnée, est également révélatrice de cette contradiction : chez les ONG elle se traduit par un rejet de toute forme de don ou d'appui direct (et par un focus sur la formation et in fine le changement de comportement) alors que pour les paysans, si elle comprend également une critique du don (mais ici surtout du don de nourriture<sup>25</sup>), apprendre à pêcher signifie « donner l'encadrement » (« matériel, tracteurs, de quoi arroser la terre »), « investir pour les infrastructures » nécessaires pour produire.

Les populations et organisations de base sont ainsi souvent très critiques de ces ONG : leur action est perçue comme insuffisante, pas durable (c'est une « pommade », un « pansement » qui ne peut pas vraiment résoudre les problèmes) mais aussi inadaptée (« ils ne viennent pas s'asseoir avec nous, les projets sont écrits depuis en l'air, ils ne répondent pas aux vrais besoins »). Ce que les ONG considèrent comme don, et donc assistanat ou attentisme, est perçu par la population comme ce qui donne au contraire une capacité d'agir. Et, à l'inverse, ce que les ONG perçoivent comme renforcement et autonomisation est perçu par les populations et acteurs locaux comme une forme d'assistanat, une action non pérenne qui « cherche à maintenir les gens dans la dépendance » : « ils ne permettent pas que les gens utilisent leurs capacités ; ça ne rend pas les gens indépendants ».

### **Conclusion : autonomie ou anomie ?**

Ce sont donc ici des conceptions différentes des capacités et, par suite, de l'autonomie, qui entrent en tension : d'une part, des capacités telles qu'une forme d'ingénierie sociale peut chercher à les développer et qui tendent à se confondre avec une responsabilisation citoyenne, des capacités d'autofinancement ou d'autosubsistance, et, d'autre part, des capacités conçues comme « liberté d'agir : liberté d'initiative et d'entreprise, liberté de “commencer quelque chose de nouveau”, liberté de “transformer le monde”, [...] d'exerce[r] son jugement, fai[re] des expériences, prend[re] des initiatives », non pas « “par soi-même”, à l'écart de toute influence extérieure », mais de façon « dialogique et solidaire<sup>26</sup> » (Zask, 2016, p.38-39).

A travers ces différentes conceptions des capacités, ce sont plus généralement différentes interprétations du politique (du rôle et des capacités politiques des individus) qui s'opposent : l'approche des ONG promeut une conception de l'individu « clivé entre sa fonction de bénéficiaire [se définissant] exclusivement par ce à quoi il a droit, ce qu'il est en droit d'attendre, ce que la société organisée et l'Etat lui doivent [...et], à l'opposé, l'individu [...] considéré comme un *one's made man* [coïncidant] avec les figures [...] du leader, de l'entrepreneur de soi qui seraient pleinement responsables aussi bien de leurs succès que de leurs échecs » (*id.*, p.127). Le rôle politique d'« expérimentateur » est ici impensé.

L'approche des ONG conduit, dans la description qui précède, à un déni des solidarités et initiatives locales, à un déni des capacités d'action des populations et organisations de base. Elles ne sont appréhendées qu'à l'aune de leur efficacité, de leurs résultats par rapport à des objectifs concrets, et non de leur rôle politique, notamment leur capacité à identifier les intérêts de leurs membres et les faire valoir (qui est la tâche essentielle du *public* – Zask, 2010, p.59). Il n'y a pas ici de répression en tant que telle mais plutôt une ignorance ou une invisibilisation de certaines pratiques démocratiques, un déni des capacités politiques de ces acteurs : individus et associations sont décrits comme incapables de développer des intérêts communs et d'entreprendre des actions communes. Loin de reconnaître une

---

<sup>25</sup> La zone a connu de nombreux programmes, généralement très critiqués, de distribution alimentaire.

<sup>26</sup> J. Zask distingue en réalité l'autonomie (qui correspondrait à cette conception « par soi-même ») de l'indépendance (elle dialogique et solidaire).

dimension politique à leurs actions, celles-ci sont interprétées comme une absence de politique, d'organisation, de volonté commune et d'initiative.

Une forme d'ingénierie sociale (approche comportementale, *faire faire* et non *faire avec*, refus d'*encadrer* ou d'*appuyer*) s'oppose ici à l'émergence d'une « boucle réflexive à travers laquelle une société exerce une prise sur elle-même et sur son devenir » (Cefaï et al., 2015) : les expériences menées par les individus, les expérimentations dans lesquelles ils s'engagent, ne leur permettent pas de requalifier les problèmes et de les faire évoluer, d'avoir des prises sur ces derniers, de faire valoir leurs intérêts ou attentes. On observe alors une dérive paradoxale à travers laquelle, cherchant à *autonomiser* les individus, certains acteurs – ONG en particulier – conduisent à un déni d'initiatives et d'expérimentation, un déni de capacités politiques et à l'anomie, « c'est-à-dire le déséquilibre qui provient des situations où les moyens pour atteindre les fins visées par les individus [...] leur sont devenues inaccessibles » (Zask, 2016, p.108), plutôt qu'à l'autonomie.

Cette contribution ouvre donc une réflexion sur les notions de capacités, d'autonomie et d'émancipation dans des contextes très contraints, marqués par une précarité structurelle et une incertitude radicale (Narotzky et Besnier, 2014). Elle invite également à interroger la place et le rôle des ONG, le plus souvent extérieures au contexte, dans ces processus : est-il possible de combiner « aide » et émancipation ? Une conception de l'autonomie *par soi-même* semble l'interdire. Une conception davantage *solidaire* permettrait en revanche de l'envisager.

## Bibliographie

Cefaï, Daniel, Bidet, Alexandra, Stavo-Debaugé, Joan, Frega, Roberto, Hennion, Antoine et Terzi, Cédric, 2015, *Introduction du Dossier « Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations »*, Sociologies [En ligne], Dossiers, Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, mis en ligne le 23 février 2015, consulté le 24 avril 2017. URL : <http://sociologies.revues.org/4915>

Dazet, Flore, [à paraître], *Interactions, négociations et expérimentations : étude de la redevabilité dans deux programmes d'aide humanitaire*, Journal des Anthropologues

Dewey, John, 2010 [1927], *Le Public et ses problèmes*, Gallimard, Folio essais

Guérin, Isabelle, 2003, *Economie solidaire et inégalités de genre : une approche en termes de justice sociale*, RECMA – Revue internationale de l'économie sociale, n°289, pp. 40-56

Narotzky, Susana, Besnier, Niko, 2014, *Crisis, Value, and Hope : Rethinking the Economy. An Introduction to Supplement 9*, Current Anthropology, 55(S9), S4-S16.

Zask, Joëlle, 2016, *La démocratie aux champs. Du jardin d'Eden aux jardins partagés, comment l'agriculture cultive les valeurs démocratiques*, La Découverte, coll. Les empêcheurs de penser en rond

Zask, Joëlle, 2010, *Présentation de l'édition française, Dewey, John, Le public et ses problèmes*, Gallimard, Folio essais